

# À l'ère de l'Intelligence Artificielle : Et si nous réinventions notre modèle social ?

*Cyril Reinhard*

## Résumé

L'Intelligence Artificielle transforme déjà nos modes de travail et de production. Pourtant, nos systèmes sociaux (retraites, chômage, santé) restent entièrement financés par le travail humain. Ce décalage pose une question fondamentale : que se passera-t-il quand l'IA remplacera massivement l'emploi humain ?

### Les chiffres parlent d'eux-mêmes :

- 300 millions d'emplois pourraient être affectés par l'IA (Goldman Sachs)
- 40% des emplois mondiaux impactés (FMI)
- 60% des métiers automatisables dans un futur proche (McKinsey)

### Une opportunité à saisir maintenant.

Plutôt que de subir cette transformation, ne pourrions-nous pas en faire un levier de progrès ? Voici quelques pistes concrètes abordées dans le document :

- **Créer une "cotisation sociale IA"** : les entreprises qui automatisent contribuent proportionnellement aux gains obtenus
- **Alléger les charges sur l'emploi humain** : utiliser ces nouvelles ressources pour réduire les charges sociales des entreprises qui continuent d'embaucher
- **Repenser nos indicateurs de réussite** : au-delà du PIB, mesurer le bien-être, la qualité du lien social, l'accès au temps libre

### L'urgence d'agir face à la vitesse de l'IA

L'Intelligence Artificielle évolue en mois, voire en semaines, tandis que nos gouvernements raisonnent en années et nos législations en décennies. Si nous n'anticipons pas maintenant, nous subirons demain une transformation sans régulation. Et si l'IA devenait une "libératrice de temps" ? Plus de temps pour se former, s'engager, créer, prendre soin des autres et de la planète. La révolution IA peut devenir un levier d'égalité sociale plutôt qu'une source d'inégalités. À condition d'agir collectivement, entreprises, citoyens, politiques, pour construire ce nouveau pacte social.

Le débat est ouvert. Participons-y ensemble.

#IA #TransformationDigitale #InnovationSociale #FuturDuTravail

## Pourquoi ce document ?

L'Intelligence Artificielle (IA) transforme déjà profondément nos manières de produire, de décider et de travailler. Pourtant, nos grands équilibres collectifs – tels que la retraite, l'assurance chômage, la protection sociale, l'éducation et la santé – restent largement indexés sur une seule chose : le travail humain. Ce décalage doit nous interroger. Peut-on réellement continuer à financer notre modèle de solidarité sur un socle qui va s'éroder ?

Soyons clairs : nous ne sommes pas face à une simple avancée technologique. Il s'agit d'une transformation de fond, structurelle et durable. Un changement qui appelle à une réflexion sociétale large, collective et urgente, que nous devons mener ensemble.

Nous savons aussi que ce sujet est complexe, car il impliquerait une refondation profonde de notre société, basée sur une redéfinition du rôle du travail dans la société et dans la vie humaine, sans oublier son impact écologique. L'IA ne pourrait-elle pas être une opportunité unique de transformer notre société pour plus d'égalité, plus de partage et plus de temps libre ?

Je sais que cette prise de conscience, cette réflexion pour imaginer un nouveau modèle social, n'est pas simple, voire semble impossible. Elle doit être portée collectivement par les citoyens, par les entreprises et par les politiques du monde entier. Comment penser le monde de demain, celui que nous allons laisser à nos enfants ? L'IA ne pourrait-elle pas, au lieu de n'être qu'un vecteur de destruction d'emplois et de peur, être la clé d'une véritable libération de l'humain et le levier d'un nouveau capitalisme plus social, plus équilibré et plus respectueux de l'humain et de la planète ?

## Et si l'IA devenait une « libératrice de temps pour l'humain » ?

- **Libérer du temps pour se former et s'adapter** : Accéder à une formation continue de qualité, se reconvertis plus facilement, explorer de nouvelles passions intellectuelles ou créatives.
- **Libérer du temps pour s'engager civiquement** : Participer activement à la vie de sa communauté, s'investir dans des projets associatifs, militer pour des causes environnementales ou sociales.
- **Libérer du temps pour contribuer à la recherche et à l'innovation non-lucrative** : Mettre son intelligence au service de la résolution des grands défis mondiaux (maladies, climat, pauvreté) sans la contrainte du profit immédiat.
- **Libérer du temps pour prendre soin de la planète** : Dédier du temps à des actions concrètes pour la préservation de l'environnement, la permaculture, ou le développement de solutions durables.
- **Libérer du temps pour cultiver les liens sociaux et intergénérationnels** : Renforcer les solidarités de proximité, aider les plus fragiles, transmettre des savoirs et des expériences.
- **Pour la création artistique et le développement personnel** : S'adonner pleinement à des activités artistiques, développer son bien-être physique et mental, explorer sa spiritualité.

Je vous l'accorde, tout cela est un peu utopique, mais je pense que rêver et penser est essentiel. Il faut imaginer un monde merveilleux pour en obtenir un bon.

## Un paradoxe bien réel

L'Intelligence Artificielle augmente la productivité, remplace certaines tâches humaines, mais ne contribue pas aux systèmes qui assurent cohésion et sécurité sociale. Pourquoi un modèle d'IA générant de la valeur ne serait-il pas aussi appelé à contribuer ?

Aujourd'hui, une entreprise qui automatise massivement sa production via des agents d'IA diminue ses charges humaines, mais ne compense pas cette baisse par une contribution équivalente. Ce vide fiscal et social, à terme, menace l'équilibre même de nos systèmes de solidarité.

## Introduction

Ce matin, en entendant parler, encore une fois, pour la énième fois, de la réforme des retraites – 64 ans, 66 ans, 67... et au Danemark, 70 ans prévus d'ici 2040, et pourquoi pas 80 ans ? – j'ai l'impression que nous ajustons sans cesse les vieilles formules, sans jamais changer de modèle de calcul. Et pourtant, un tsunami arrive.

Rarement, voire jamais, je n'entends de réflexion politique ou médiatique sérieuse sur l'impact de l'Intelligence Artificielle sur notre modèle économique et social actuel. Nous gardons nos anciens repères, alors même qu'ils sont sur le point d'être renversés. Si nous ne faisons rien maintenant, sera-t-il possible d'agir plus tard, une fois au pied du mur ? Ne devrions-nous pas collectivement nous y préparer ?

L'Intelligence Artificielle (IA) n'est pas une simple évolution. C'est une révolution. Elle transforme nos manières de travailler, de produire, de créer... et elle bouleverse déjà l'équilibre sur lequel repose notre société. Comme le soulignait *Sundar Pichai, PDG de Google et Alphabet, dès 2018 – oui, dès 2018 ! : « L'IA est probablement la chose la plus importante sur laquelle l'humanité ait jamais travaillé. Je pense que son impact sera plus profond que celui de l'électricité ou du feu. »* Une telle affirmation souligne l'ampleur du défi qui nous attend et qui va aussi profondément changer l'humain.

***N'est-il pas temps de repenser nos modèles économiques et sociaux, aujourd'hui fondés principalement sur les cotisations des salariés ?***

***N'est-ce pas maintenant qu'il faudrait le faire, avant que la transformation par l'IA ne s'impose sans régulation et sans que nous ayons pu l'orienter ?***

Mais comment faire ? Face à l'accélération exponentielle de l'IA, nos institutions semblent prises de vitesse. Là où l'Intelligence Artificielle évolue en mois, voire en semaines, nos gouvernements raisonnent en années, nos législations en décennies, et nos réformes sociales en générations. Cette asymétrie temporelle entre l'innovation technologique et la capacité d'adaptation du monde politique mondial pose un défi inédit : ***comment réguler et orienter une révolution qui avance plus vite que notre capacité collective à la comprendre et l'encadrer ?***

***Devons-nous, pouvons-nous imaginer un modèle de cotisation sociale élargi pour financer l'éducation, la santé, les retraites... dans un monde où l'IA remplace progressivement le travail humain ?***

***Mais qui devrait porter cette charge ? Les géants technologiques qui développent et commercialisent les solutions d'IA ? Les entreprises utilisatrices qui automatisent leurs processus et réduisent leurs effectifs grâce à ces technologies ?***

***Ou faut-il envisager une taxation sur les flux de données, véritable carburant de l'économie numérique ? Peut-être même une contribution basée sur les gains de productivité générés par l'IA ?***

Cette question révèle un enjeu fondamental : producteurs de technologies versus consommateurs d'automatisation, mais aussi propriétaires de données versus bénéficiaires d'optimisation. Car au-delà de la technique, c'est bien la répartition de la valeur créée par l'IA qui est en jeu.

**Oui, nous devons dès maintenant définir un modèle élargi de cotisation sociale lié à l'IA. Qui cotise ? Comment ? Sur quelle base ?** Ces questions restent à définir collectivement, mais nous pouvons nous inspirer de modèles existants : la distribution et consommation d'électricité, les taxes carbone basées sur l'empreinte environnementale, ou encore les contributions des éditeurs de solutions numériques.

**Faut-il cibler les entreprises qui automatisent leurs activités et réduisent leur masse salariale ? Les nouvelles sociétés qui se construisent dès le départ avec une armée d'agents IA ? Devons-nous créer un statut d'"employé IA" avec ses propres cotisations ?** L'essentiel est d'agir maintenant pour poser les fondations de ce nouveau système de financement avant que la transformation soit irréversible.

Ne serait-ce pas justement aussi l'opportunité d'élargir l'assiette des contributions sociales afin d'alléger celles, aujourd'hui trop lourdes, des entreprises qui continuent à embaucher des humains ?

**Voilà, en guise d'introduction, la réflexion que je souhaite ouvrir et partager, pour une IA responsable et profondément humaine.** Si nous savons transformer ensemble nos modèles, alors l'IA peut devenir et deviendra une solution pour une société plus équilibrée, plus inclusive, plus responsable. En un mot, un capitalisme social réinventé. Cette réflexion, comme je le disais plus haut, doit être collective, impliquant les entreprises, les citoyens et les politiques qui nous gouvernent, car c'est un sujet profondément humain qui nous concerne tous et toutes.

## Le Paradoxe de l'IA : Productivité Accrue, Contribution Sociale Nulle

L'IA remplace, automatise, augmente. Mais elle ne cotise pas. De nombreuses études convergent vers des estimations saisissantes : Goldman Sachs (2023) estime que 300 millions d'emplois pourraient être affectés par l'IA générative, avec 25% des tâches susceptibles d'être automatisées aux États-Unis et en Europe. Le Fonds Monétaire International prévoit que l'IA aura un impact sur 40% des emplois dans le monde, avec 60% dans les pays économiquement avancés. McKinsey estime que 60% des métiers pourraient être automatisés dans un futur proche, et que plus de 30% des heures travaillées en Europe et aux États-Unis pourraient être automatisées d'ici 2030.

Plus spécifiquement, l'étude Goldman Sachs révèle que 46% des tâches administratives, 44% des emplois juridiques et 37% des professions d'architecture et d'ingénierie pourraient être automatisés. L'Organisation Internationale du Travail note que 80% des travailleurs américains pourraient voir au moins 10% de leurs tâches remplacées, et 19% pourraient voir cette part atteindre 50%. Cela signifie concrètement qu'un nombre croissant de fonctions humaines est, et sera, partiellement, voire totalement, pris en charge par des agents numériques.

Par exemple, dans le secteur bancaire, des IA analysent déjà les risques de crédit ou détectent les fraudes avec une efficacité redoutable. Dans le journalisme, des algorithmes rédigent des comptes rendus sportifs ou des rapports financiers basiques ; Associated Press utilise déjà l'IA pour automatiser la rédaction de milliers d'articles sur les résultats financiers d'entreprises, libérant ses journalistes pour des enquêtes plus approfondies. Même dans le domaine juridique, l'IA commence à analyser des milliers de documents pour la recherche de jurisprudence ou la préparation de contrats, des tâches autrefois chronophages pour les avocats et juristes.

Dans la comptabilité, les experts-comptables voient l'IA prendre en charge la saisie automatique des factures, la catégorisation des dépenses et même l'établissement de déclarations fiscales

standardisées. Des logiciels comme ceux de Sage ou QuickBooks intègrent désormais des fonctionnalités d'IA qui peuvent traiter automatiquement les reçus photographiés et les classer selon les règles comptables.

Le conseil en entreprise connaît également cette transformation : des consultants en management voient l'IA prendre en charge l'analyse de centaines de tableaux de bord, identifier automatiquement les goulots d'étranglement opérationnels et proposer des axes d'optimisation. Là où un consultant junior passait des semaines à éplucher les données financières et RH pour préparer un diagnostic, des outils comme ceux développés par McKinsey (QuantumBlack) ou Boston Consulting Group peuvent désormais analyser en quelques heures les patterns de performance, détecter les anomalies budgétaires et même suggérer des restructurations organisationnelles. Les consultants en stratégie utilisent également l'IA pour automatiser la veille concurrentielle et l'analyse de marché, des tâches qui mobilisaient traditionnellement leurs équipes pendant des jours.

Dans les services publics, cette révolution silencieuse est déjà à l'œuvre. Les agents des préfectures voient l'IA traiter automatiquement les demandes de cartes grises ou de passeports, vérifier la conformité des dossiers et même orienter les usagers vers les bonnes procédures via des chatbots de plus en plus sophistiqués. À Pôle Emploi, des algorithmes pré-analysent les CV et proposent des correspondances avec les offres d'emploi, réduisant considérablement le temps de traitement manuel.

Et pourtant, pendant ce temps, nos systèmes de solidarité (retraites, santé, assurance chômage) restent financés quasi uniquement par le travail humain. On remplace des collaborateurs par des modèles IA, mais aucun euro supplémentaire ne rentre dans les caisses communes.

*Alors, qui va payer ?* Ce débat n'est pas seulement technique. Il est profondément politique et éthique.

## Pourquoi agir maintenant plutôt qu'attendre ?

Je ne suis pas contre l'IA, au contraire, je travaille dans ce domaine et je suis convaincu que l'IA peut devenir un formidable outil d'équité sociale. Mon parcours professionnel dans la tech et l'IA, enrichi par une pratique régulière de la méditation et de la pleine conscience, m'a enseigné l'importance du silence et du retour aux sources de notre être intérieur. Mes retraites de dix jours en silence complet, dans la tradition Vipassana, offrent une perspective unique : elles révèlent combien notre humanité réside dans cette capacité à observer, à ressentir, à être présent au-delà du mental analytique.

Cette expérience du silence m'a appris une chose essentielle : la vraie révolution ne réside pas dans le remplacement de l'humain par la machine, mais dans leur complémentarité. L'IA excelle dans le rationnel, le calcul, l'analyse de patterns complexes et le traitement de volumes massifs d'information. L'humain, lui, apporte l'intuition, l'empathie, la créativité, la sagesse émotionnelle et cette capacité unique à donner du sens au-delà des données.

Plutôt que de voir ces deux intelligences s'opposer, nous pouvons les voir comme les deux faces d'une même médaille : l'IA comme extension de nos capacités cognitives, et l'humain comme gardien de nos valeurs, de notre éthique et de notre humanité.

Cette vision d'une IA responsable et augmentatrice de l'humain suppose cependant que nous ne laissions pas cette technologie se déployer seule, sans cadre, sans conscience collective. C'est exactement pourquoi il est crucial d'agir maintenant pour orienter cette transformation vers un modèle qui serve l'épanouissement humain plutôt que son asservissement.

*Satya Nadella, PDG de Microsoft, abonde dans ce sens en affirmant que « L'IA n'est pas seulement une nouvelle technologie que nous devons adopter, c'est un moyen d'amplifier l'ingéniosité humaine et de résoudre certains de nos défis les plus urgents. »* (Conférence Microsoft Build, 2023). C'est cette amplification que nous devons canaliser vers un progrès partagé. Mais cela suppose que nous agissions avant que l'IA ne transforme la société seule, sans cadre, sans conscience collective. Il faut cesser d'être aveugle et ignorer l'ampleur de ce qui va se passer, arrêtons d'être dans la réaction lorsque nous sommes face au mur ! N'attendons pas d'être face à ce mur car il risque d'être infranchissable. Il est impératif d'être proactifs et de nous transformer avant qu'il ne soit trop tard.

Oui, je pense que nous devons dès maintenant définir un modèle élargi de cotisation sociale lié à l'IA. Qui cotise ? Comment ? Sur quelle base ? Ces questions restent à définir collectivement, l'essentiel est d'agir maintenant pour poser les fondations de ce nouveau système de financement avant que la transformation soit irréversible.

Anticiper permettra à ces entreprises de prévoir ces contributions et de s'organiser en conséquence. Intégrer cette contribution sociale dès la conception des modèles d'affaires leur évitera d'être surprises ou bloquées par une réglementation tardive et potentiellement brutale. C'est aussi une manière de rendre la transformation numérique plus soutenable, plus prévisible, et donc plus juste pour tous.

Nous devons poser les bases d'un cadre clair, stable, qui permette à l'IA de se déployer avec responsabilité, au service de la collectivité et non à son détriment.

## Et si une entreprise n'avait plus qu'un seul employé humain ?

Prenons un exemple concret qui illustre l'urgence : dans les cercles financiers et technologiques, on rêve parfois d'une "**One company, one employee, one billion**" – une entreprise qui, avec un seul employé humain et une armée d'agents IA, serait capable de générer un milliard de chiffre d'affaires.

Ce n'est plus de la science-fiction, c'est une vision activement poursuivie. Alors, une question simple se pose : **quelles cotisations sociales cette entreprise paiera-t-elle ? Et si demain, ce modèle se généralise, que restera-t-il du financement de nos systèmes de protection ?**

Les agents IA sont déjà partout. Ils rédigent des textes, répondent aux clients 24/7, détectent des fraudes, pilotent des campagnes publicitaires, assistent la programmation (GitHub Copilot suggère des lignes de code entières) et optimisent les chaînes logistiques. Dans l'industrie, les robots collaboratifs travaillent main dans la main avec les opérateurs humains. Ce sont des collaborateurs invisibles ou métalliques, infatigables, mais socialement inexistantes du point de vue de la contribution.

**D'où cette question fondamentale : pourquoi ne seraient-ils pas, eux aussi, assujettis à des contributions sociales ?**

Comme le soulignent *Elon Musk ("Il arrivera un point où aucun emploi ne sera nécessaire")* et *Sam Altman ("L'IA produira assez de richesse pour que tout le monde ait ce dont il a besoin... La grande question est de savoir comment nous allons distribuer cette richesse")*, nous devons repenser radicalement notre approche.

Peut-être que la vraie question n'est pas de savoir s'il faut partir à la retraite à 64, 67 ou 70 ans... mais plutôt si nous pourrions envisager de partir bien avant 60 ans, ou de travailler quatre, trois jours par semaine, grâce à une redistribution équitable des gains de productivité de l'IA.

**C'est maintenant qu'il faut y réfléchir. Car demain, il sera probablement trop tard.**

Cette transformation concerne aussi nos administrations publiques. Les agents IA transforment déjà les services de l'État : traitement automatisé des demandes d'allocations, gestion des files d'attente virtuelles, dématérialisation des démarches. Pourtant, les modèles de gouvernance et de financement n'ont pas été pensés à la hauteur de ces bouleversements.

Nous avons l'occasion historique de créer un pacte social et numérique équilibré, où l'automatisation libère l'humain au lieu de l'affaiblir.

## **Pistes Concrètes pour un Nouveau Pacte Social à l'Ère de l'IA**

Pour avancer, car j'aime être dans l'action et les idées, voici quelques pistes concrètes que nous pourrions étudier :

### **Ne pourrions-nous pas instaurer une Cotisation Sociale sur l'"Employé Numérique" ?**

Ne pourrait-on pas mettre en place une cotisation sociale élargie, payée par les entreprises qui automatisent des fonctions humaines via des agents IA ? Une part des économies réalisées ou des profits dégagés par l'automatisation serait reversée à un fonds public.

Il faudrait imaginer une déclaration annuelle du niveau d'automatisation (similaire à l'empreinte carbone) qui pourrait servir de base à cette cotisation IA, modulée selon des critères comme le pourcentage d'automatisation, la réduction de personnel, ou le volume de tâches automatisées. Cela responsabiliserait les dirigeants et éviterait les effets d'aubaine.

### **Toutes les entreprises et administrations seraient concernées :**

Cette logique doit concerner tant les entreprises privées que les administrations publiques :

- **Grandes entreprises** : Celles qui automatisent à grande échelle leurs activités (production, relation client, marketing, support) contribueraient proportionnellement aux gains obtenus, comme pour les charges sociales salariales.
- **Entreprises "IA natives"** : Ces nouvelles structures, exploitant l'IA comme force de production principale avec peu de salariés humains, doivent aussi contribuer pour éviter une concurrence déloyale et un déséquilibre du système.
- **Administrations publiques** : Les gains issus de l'automatisation des services de l'État (préfectures, ministères traitant des dossiers, répondant aux usagers) pourraient être partiellement réinjectés dans le financement de la solidarité (services sociaux, formation, santé), faisant de l'État un exemple.

Ce modèle permettrait une redistribution où les entreprises fortement automatisées contribuent davantage, permettant d'un autre côté d'alléger les charges sociales et la pression fiscale sur les entreprises misant sur l'emploi humain. Ce sera aussi un moyen puissant pour augmenter le pouvoir d'achat des salariés en rapprochant le revenu net du brut.

### **Ne faudrait-il pas élargir la cotisation (ou Contribution) aux Fournisseurs de Solutions IA ?**

Au cœur de la révolution IA, les fournisseurs de solutions ; qu'il s'agisse des géants des infrastructures cloud ou des éditeurs d'applications métier spécialisées ; jouent un rôle central et tirent une valeur considérable de cette transformation.

Ne deviendrait-il pas légitime et nécessaire d'envisager une "Cotisation Sociale IA fournisseur" : une contribution spécifique prélevée sur leur activité, afin que cette nouvelle économie participe équitablement au financement de notre modèle social et aux profondes adaptations qu'il requiert ?

L'instauration d'une telle contribution ne doit pas être perçue comme une charge, mais comme un investissement dans notre avenir collectif. Elle porte en elle une vision profondément optimiste : celle d'une technologie qui, au-delà de sa puissance productive, devient un partenaire actif du bien-être général et du renforcement de notre pacte social. Il s'agirait de mettre en place des mécanismes vertueux où une partie des fruits de cette innovation technologique irrigue l'ensemble du corps social, soutenant ainsi la transition vers une société où l'IA est synonyme de progrès pour tous.

Pour concrétiser cette "Cotisation Sociale IA fournisseur", deux niveaux d'application principaux peuvent être envisagés :

### **Contribution des Fournisseurs d'Infrastructure Technologique IA**

Ce premier niveau ciblerait les acteurs fondamentaux de l'écosystème IA, tels que les grandes plateformes comme OpenAI, Google, Mistral AI, Amazon Web Services (AWS), Microsoft, Meta, et autres fournisseurs de services cloud. Ces entreprises mettent à disposition la puissance de calcul, les modèles de fondation, les interfaces de programmation (API) et les environnements qui rendent possible le déploiement à grande échelle des agents IA.

Une cotisation pourrait être prélevée proportionnellement au volume d'activité généré par leurs clients sur un territoire donné (par exemple, en fonction du volume de requêtes API, de la bande passante consommée par les services IA, ou du chiffre d'affaires localisé lié à l'IA).

Cette logique est comparable à celle appliquée aux fournisseurs d'électricité. Ces derniers, produisant et distribuant une ressource essentielle, sont soumis à des mécanismes de régulation et de solidarité (comme la CSPE, Contribution au Service Public de l'Électricité ou le TURPE, Tarif d'Utilisation des Réseaux Publics d'Électricité en France). Ces contributions financent l'entretien du réseau, le soutien aux énergies renouvelables ou la garantie d'accès à l'électricité.

L'intelligence artificielle, fonctionnant sur des infrastructures distribuées et consommant une ressource stratégique (la puissance de calcul), alimente une économie numérique globalisée. Les plateformes IA jouent ainsi un rôle structurant analogue à celui d'un réseau énergétique. Il est donc légitime qu'elles participent à l'entretien et à la vitalité de ce que l'on pourrait appeler le "réseau social et sociétal", en reversant une part de leur activité pour financer les adaptations sociales nécessaires face à l'automatisation à grande échelle.

### **Contribution des Intégrateurs et Fournisseurs d'Agents IA Métier**

Ce second niveau concernerait les entreprises qui conçoivent, vendent ou déplacent des agents IA spécifiquement destinés à remplacer ou assister directement des fonctions humaines dans les entreprises (par exemple, pour l'automatisation du marketing, des ressources humaines, de la finance, du support client, etc.).

Ici, la cotisation pourrait être modulée selon une combinaison de modèles pour assurer pertinence et équité.

**Par "Employé Numérique" (Agent IA Actif)** : Chaque automate logiciel en service, remplissant des tâches définies, pourrait être considéré comme un "poste de travail virtuel" assujetti à une contribution. Une vigilance serait nécessaire pour éviter les contournements (par exemple, un seul agent surpuissant réalisant des tâches multiples). Une définition claire de l'"agent" ou de l'"unité de travail automatisée" serait donc cruciale.

**Par Niveau de Consommation de Ressources** : En s'inspirant des modèles de tarification de l'énergie ou des taxes carbone, plus un système d'IA consomme de puissance de calcul (et donc mobilise des ressources matérielles et énergétiques), plus sa contribution serait élevée. Les indicateurs pourraient inclure le volume de requêtes traitées, le temps processeur (CPU/GPU) utilisé, ou la consommation énergétique imputable.

**Par Taux d'Automatisation Effectif** : La cotisation pourrait être liée au pourcentage de processus métier effectivement remplacés ou délégués à des systèmes d'IA au sein d'une organisation, reflétant ainsi l'impact direct sur la structure de l'emploi humain.

L'objectif d'une approche multi-critères et combinée est d'éviter les effets d'aubaine, de garantir une équité de traitement entre les petites et grandes structures déployant de l'IA, et d'inciter à une automatisation qui soit non seulement performante mais aussi socialement responsable et contributive.

Un tel système favoriserait également la transparence, les entreprises étant encouragées à documenter leur niveau d'automatisation, facilitant ainsi le suivi, la régulation, et la compréhension publique des transformations en cours.

## Quelles Autres Transformations à l'Ère de l'Intelligence Artificielle ?

Comme le dit *Yann LeCun, scientifique en chef de l'IA chez Meta et professeur à NYU, « L'IA et la robotique vont créer plus d'emplois qu'elles n'en détruiront, mais ce seront des emplois différents. »* (Fréquemment déclaré, y compris en 2023). Cette inévitable transition vers des "emplois différents" et des modes de vie transformés nécessite une préparation sociétale d'envergure et une adaptation de nos cadres de pensée.

Pour naviguer cette transformation et bâtir ce nouveau chapitre de notre pacte social, voici quelques pistes d'actions.

## Ne pourrions-nous pas créer un "Fonds d'Investissement Social IA" ?

Ce fonds stratégique représenterait une innovation majeure dans la gestion de nos ressources collectives. Alimenté par l'ensemble des cotisations social IA, d'automatisation et du numérique (celles des utilisateurs comme celles des fournisseurs), il constituerait un mécanisme de financement entièrement nouveau, distinct des circuits traditionnels de charges sociales.

L'idée serait de créer un fonds autonome, géré de manière optimale et transparente, qui collecterait spécifiquement les contributions liées à la transformation numérique pour ensuite abonder nos systèmes fondamentaux : les fonds de retraite, la modernisation de l'éducation, la transformation de nos hôpitaux, l'adaptation de nos services publics à l'ère du numérique.

### Pourquoi un fonds distinct plutôt qu'une intégration aux mécanismes de collecte existants ?

Cette approche présente plusieurs avantages.

**Transparence et traçabilité** : Les citoyens pourraient suivre précisément comment les contributions issues de l'automatisation financent concrètement la modernisation de leurs services publics. Fini l'opacité des budgets où tout se mélange !

**Gestion optimisée** : Un fonds dédié permettrait une allocation stratégique des ressources selon les priorités de la transition numérique, avec des critères d'investissement spécifiques aux enjeux de l'IA et de l'automatisation.

**Réactivité aux transformations** : Contrairement aux systèmes de charges sociales traditionnels, souvent rigides et lents à évoluer, ce fonds pourrait s'adapter rapidement aux mutations technologiques et aux nouveaux besoins qu'elles génèrent.

**Légitimité démocratique** : Les entreprises et secteurs qui bénéficient de l'automatisation contribueraient directement à financer les adaptations sociales nécessaires, créant un lien direct entre transformation technologique et solidarité collective.

**Innovation dans le financement public** : Ce modèle pourrait devenir un laboratoire d'expérimentation pour de nouveaux mécanismes de financement social, inspirant d'autres pays confrontés aux mêmes défis.

### **Comment ce fonds pourrait-il concrètement fonctionner ?**

Le fonds collecterait toutes les contributions IA et numériques évoquées précédemment, puis les redistribuerait selon des priorités définies démocratiquement, par exemple :

- **40% pour les systèmes de retraite** : Compenser la baisse des cotisations traditionnelles liée à l'automatisation
- **30% pour la modernisation de l'éducation** : Former aux métiers de demain, développer l'éducation numérique, équiper les établissements
- **20% pour la transformation des hôpitaux** : Moderniser les équipements, former le personnel aux nouvelles technologies, améliorer l'efficacité des soins
- **10% pour l'innovation sociale** : Expérimenter de nouvelles formes de protection sociale adaptées au monde numérique
- ....

Cette répartition pourrait évoluer selon les besoins et les choix démocratiques, garantissant une allocation dynamique et pertinente des ressources. Un tel fonds ne pourrait-il pas devenir le symbole d'une société qui fait de la révolution technologique un levier de progrès partagé plutôt qu'une source d'inégalités ?

### **Alléger les Charges sur le « Travail Humain » grâce aux cotisations Sociales IA**

Les nouvelles sources de financement issues des diverses contributions de l'IA ne permettraient-elles pas d'alléger significativement les charges sociales pesant sur les emplois de proximité et à forte valeur ajoutée humaine (artisanat, services à la personne, éducation, culture, etc.) ?

Ne pourrions-nous ainsi soutenir activement les PME, les TPE et les créateurs d'emplois locaux qui maintiennent le tissu social et la vitalité de nos territoires ?

### **Un cercle vertueux pour l'emploi et le pouvoir d'achat**

L'idée serait que les contributions IA viennent compenser la baisse des cotisations traditionnelles liée à l'automatisation. Ne pourrions-nous pas alors considérablement réduire les charges sociales qui pèsent aujourd'hui si lourdement sur les entreprises employeuses d'humains ?

Aujourd'hui en France, un salarié payé au SMIC perçoit un salaire net d'environ **1 406 euros** par mois. Pour que ce montant lui parvienne, l'employeur débourse en réalité **près de 2 252 euros**, une fois les cotisations sociales patronales ajoutées au salaire brut fixé à **1 801,80 euros**. Autrement dit, **près de 40 % du coût total du travail** ne revient ni à l'employé, ni à l'entreprise, mais part en prélèvements obligatoires. Ce décalage entre ce que l'entreprise paie et ce que le salarié touche crée un effet de seuil qui peut freiner les embauches, surtout dans les petites structures. Il révèle aussi une mécanique structurelle qui creuse un fossé entre le coût réel du travail et la rémunération effectivement perçue.

### Un allègement progressif et ciblé

Nous pourrions avoir une approche ciblé et progressive et envisager une réduction de ces charges, particulièrement pour :

- **Les PME et TPE** : Réduction de 50% des charges sociales pour les entreprises de moins de 50 salariés, leur permettant d'embaucher plus facilement et de mieux rémunérer leurs équipes.
- **Les secteurs à forte valeur humaine** : Artisanat, services à la personne, éducation privée, culture - des domaines où l'automatisation est limitée mais l'emploi essentiel - bénéficieraient d'un allègement prioritaire.
- **Les entreprises "humain-centrées"** : Celles qui maintiennent ou augmentent leurs effectifs humains malgré les possibilités d'automatisation seraient récompensées par des charges allégées.

### L'impact sur le pouvoir d'achat

Cette approche aurait un double effet bénéfique

1. **Pour les employeurs** : Des coûts salariaux réduits permettraient d'embaucher plus, d'augmenter les salaires, ou d'investir dans le développement de l'entreprise.
2. **Pour les salariés** : Le rapprochement entre salaire net et brut augmenterait mécaniquement le pouvoir d'achat. Un salarié payé 2 000€ brut (1 560€ net aujourd'hui) pourrait voir son net augmenter de 200 à 400€ selon le niveau d'allègement.

### Un modèle économique repensé

Cette approche changerait positivement l'équation économique française :

- **Relance de la consommation** : Plus de pouvoir d'achat = plus de demande intérieure
- **Compétitivité renforcée** : Des coûts du travail allégés face à la concurrence internationale
- **Attractivité territoriale** : Les entreprises seraient incitées à s'implanter dans des régions qui maintiennent l'emploi humain
- **Justice sociale** : Ceux qui automatisent contribuent à financer l'allègement pour ceux qui embauchent

Ne s'agirait-il pas là d'une véritable évolution : transformer la révolution IA en levier d'augmentation du pouvoir d'achat et de soutien à l'économie réelle, celle qui fait vivre nos territoires et maintient le lien social ?

## **Ne pourrions-nous pas créer un "bilan IA" pour mesurer l'empreinte d'automatisation ?**

En complément des nouvelles contributions sociales sur l'IA que nous venons d'évoquer, ne faudrait-il pas également disposer d'un outil de mesure transparent et standardisé ?

### **Le "bilan IA" : un monitoring de la consommation d'automatisation**

À l'image du bilan carbone qui permet de mesurer l'empreinte environnementale, ne pourrions-nous pas développer un "bilan IA" qui quantifierait l'empreinte d'automatisation de chaque organisation ? Cet outil de monitoring permettrait de :

- **Mesurer la consommation IA** : Volume de requêtes API, temps de calcul consommé, nombre de tâches automatisées, équivalent "heures de travail humain" remplaçées
- **Établir une cartographie sectorielle** : Identifier quels secteurs s'automatisent le plus rapidement et avec quelles technologies
- **Créer une base de données publique** : Permettre aux chercheurs, décideurs et citoyens de comprendre les transformations en cours
- **Standardiser les déclarations** : Comme pour le CO2, établir des méthodologies communes et des référentiels partagés

### **Un outil de pilotage des politiques publiques**

Ce monitoring de la consommation IA servirait aux pouvoirs publics pour :

- **Cibler les formations** : Orienter les dispositifs de reconversion vers les secteurs à forte transformation
- **Anticiper les impacts territoriaux** : Identifier les bassins d'emploi les plus affectés par l'automatisation
- **Adapter les aides publiques** : Concentrer les soutiens là où les transformations sont les plus rapides
- **Mesurer l'efficacité des politiques** : Évaluer l'impact des contributions IA et des allègements de charges

### **Transparence et responsabilité**

Comme pour l'empreinte carbone, cette démarche créerait une dynamique de transparence et de responsabilité : les entreprises seraient incitées à communiquer sur leur stratégie d'automatisation et son impact social, les consommateurs pourraient faire des choix éclairés, et les investisseurs intégrer ces critères dans leurs décisions.

## **Ne devrions-nous pas créer un droit à la déconnexion algorithmique ?**

Alors que l'IA devient omniprésente dans nos environnements de travail, ne serait-il pas opportun de réfléchir à un équilibre entre efficacité technologique et bien-être humain ?

Comment garantir que cette révolution numérique serve l'épanouissement professionnel plutôt que de créer une pression constante ?

### **Des situations concrètes qui nous interrogent**

Prenons quelques exemples du quotidien professionnel : un livreur dont chaque itinéraire est optimisé en temps réel par un algorithme, un employé de centre d'appels dont les pauses sont minutées par un système automatique, ou encore un commercial dont les objectifs sont ajustés quotidiennement par une IA prédictive. Ces situations ne soulèvent-elles pas des questions sur l'autonomie et le rythme humain ?

### Quelques pistes de réflexion pour préserver l'équilibre

Ne pourrions-nous pas explorer plusieurs approches :

- **Des temps de respiration numérique** : Et si les entreprises proposaient des moments où les algorithmes ne dictent pas le rythme ? Par exemple, permettre à un employé de logistique de choisir lui-même son parcours une fois par semaine, ou laisser un conseiller clientèle gérer ses appels selon son ressenti plutôt que selon un algorithme de répartition.
- **Le droit de comprendre les décisions automatisées** : Quand une IA recommande une affectation ou évalue une performance, l'employé ne devrait-il pas pouvoir comprendre les critères utilisés et avoir la possibilité d'échanger avec un responsable humain sur cette évaluation ?
- **Des espaces de dialogue** : Et si nous instaurions des moments réguliers où les équipes peuvent discuter de leur relation aux outils numériques ? Des temps d'échange pour ajuster l'utilisation de l'IA selon les besoins réels du terrain.
- **La préservation du jugement humain** : Dans certaines situations sensibles, comme l'évaluation d'un collaborateur ou une décision d'évolution de carrière, ne serait-il pas sage de maintenir une validation humaine systématique ?

### Un cadre bienveillant plutôt que contraignant

L'idée ne serait pas de freiner l'innovation, mais plutôt d'accompagner cette transformation en préservant ce qui fait la richesse du travail humain : la créativité, l'adaptabilité, les relations interpersonnelles. Ne pourrions-nous pas inscrire ces principes dans nos conventions collectives, comme nous l'avons fait pour le droit à la déconnexion numérique ?

Cette approche ne permettrait-elle pas aux entreprises et à leurs collaborateurs de construire ensemble un usage de l'IA qui soit à la fois performant et respectueux du rythme humain ?

## Ne faudrait-il pas éduquer à l'IA dès le plus jeune âge, tout au long de la vie ?

N'est-il pas fondamental de préparer tous les citoyens à comprendre et interagir avec l'IA, non seulement comme un outil, mais aussi comme un sujet politique et social majeur ? Cette éducation ne devrait-elle pas inclure :

- L'apprentissage des bases du fonctionnement des intelligences artificielles dès l'école primaire, à travers des approches ludiques, des exemples simples et des expérimentations adaptées.
- Un enseignement approfondi au collège et au lycée sur les concepts clés, les biais algorithmiques (par exemple, montrer comment un algorithme de recrutement pourrait discriminer involontairement si entraîné sur des données historiques non représentatives), la transparence des systèmes, la protection des données personnelles et les enjeux éthiques.

- L'intégration d'un module transversal d'« IA citoyenne et critique » dans les programmes, au même titre que l'éducation civique ou l'éducation au développement durable.
- Une formation continue des enseignants, des parents, des professionnels et des citoyens pour qu'ils puissent accompagner et participer à cette acculturation technologique. Comprendre les logiques algorithmiques, les biais potentiels, les enjeux d'autonomie et les impacts sociétaux de l'IA ne devrait-il pas faire partie du socle commun d'une citoyenneté numérique éclairée et active ?

## **Faudrait-il réfléchir à un statut d'"employé IA" : une question complexe aux enjeux globaux ?**

Nous avons évoqué plus haut la notion d'"employé IA" dans le cadre des cotisations sociales IA. Cette idée soulève une question plus profonde : ne devrions-nous pas réfléchir collectivement à la création d'un véritable statut pour ces "employés IA" qui prennent en charge des tâches autrefois humaines ?

### **Une réflexion nécessaire mais complexe**

Sans aller jusqu'à reconnaître une personnalité juridique pleine et entière à ces systèmes, ne serait-il pas pertinent d'explorer un statut hybride pour les agents IA les plus autonomes ? Cette question nous interpelle : quand une IA prend des décisions importantes (recrutement, crédit, diagnostics médicaux), qui est vraiment responsable ? L'éditeur du logiciel ? L'entreprise qui l'utilise ? Le programmeur qui l'a entraîné ?

### **Mais est-ce vraiment possible et souhaitable ?**

Cette idée soulève immédiatement plusieurs interrogations majeures :

- **La faisabilité technique** : Comment définir précisément qu'un système IA mérite ce statut ? À partir de quel niveau d'autonomie ? Comment éviter les contournements ?
- **La cohérence internationale** : Un tel statut n'aurait-il pas besoin d'être défini au niveau mondial pour éviter les distorsions ? Quelle légitimité aurait une définition purement française face aux géants technologiques américains ou chinois ?
- **Les risques de complexification** : Ne risquerions-nous pas de créer un système bureaucratique lourd pour un bénéfice incertain ?

### **Une démarche qui mériterait une coordination globale**

Cette réflexion ne devrait-elle pas s'inscrire dans un cadre plus large, impliquant :

- Les organisations internationales (ONU, OCDE, Union Européenne)
- Les grandes puissances technologiques
- Les entreprises du numérique elles-mêmes
- La société civile et les citoyens

### **Peut-être commencer plus simplement ?**

Plutôt que de créer immédiatement un statut complexe, ne pourrions-nous pas d'abord nous concentrer sur :

- La transparence des systèmes IA utilisés (qui fait quoi, comment, avec quelles données)

- La traçabilité des décisions importantes prises par ces systèmes
- La responsabilité claire des entreprises qui les déplacent

Cette approche progressive ne permettrait-elle pas d'avancer concrètement tout en préparant une réflexion de fond sur ces questions de statut, qui méritent effectivement un débat mondial ?

## **Ne devrions-nous pas réinterroger les finalités de la croissance économique à l'ère de l'IA ?**

Aujourd'hui, la plupart de nos politiques économiques reposent sur l'indicateur dominant de la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB), souvent corrélée à une recherche effrénée de productivité. Mais dans un monde où une grande partie de cette productivité est assurée par des machines intelligentes, faut-il continuer à s'en remettre à ce seul critère pour mesurer notre progrès ? N'est-il pas temps d'élargir notre boussole ? Concrètement, cela ne pourrait-il pas impliquer :

- La création et l'adoption d'un "**indice de prospérité augmentée**" ou de "**bien-être durable**", intégrant la qualité du lien social, la santé physique et mentale de la population, l'accès à l'éducation et à la culture, la qualité de l'environnement, la réduction des inégalités, l'accès au temps libre, et l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle, en parallèle de l'impact environnemental des processus automatisés.
- L'introduction de "**budgets du temps libéré**" dans les politiques publiques : comment quantifier et valoriser les heures de travail humain que les innovations IA permettent d'économiser ou de réallouer ? Comment ce "dividende temps" est-il redistribué entre travail, soin aux proches, formation, engagement civique, bénévolat, ou loisirs ?
- L'expérimentation **d'allocations collectives de temps** ou de mécanismes innovants pour que les gains issus de l'automatisation puissent être convertis, par exemple, en jours de repos supplémentaires, en financements de congés parentaux étendus, en congés pour formation rémunérée, ou en soutien à des projets d'utilité sociale. Cela ne permettrait-il pas de passer d'un modèle de performance économique centré sur le "toujours plus vite, toujours plus de production" à un modèle plus humain et durable, où la prospérité se mesure aussi à l'aune de ce que l'on choisit de ralentir, de préserver, de cultiver et de transmettre ? L'agriculture de précision, où des drones et capteurs IA optimisent l'usage de l'eau et des intrants tout en réduisant la pénibilité, montre qu'on peut viser une productivité plus respectueuse de l'environnement et du bien-être, une dimension clé d'une prospérité redéfinie.

## **Comment développer une IA éthique qui respecte et valorise l'humain ?**

Au-delà des questions de financement et de régulation, ne devrions-nous pas nous interroger sur les valeurs qui guident le déploiement de l'IA dans nos organisations ? Comment s'assurer que cette technologie serve réellement l'épanouissement humain plutôt que de le contraindre ?

### **L'enjeu éthique : l'IA au service de l'humain, pas l'inverse**

La question centrale n'est-elle pas de savoir comment intégrer l'IA de manière à préserver et même renforcer ce qui fait la richesse du travail humain ? Plutôt que de chercher à remplacer systématiquement les humains, ne pourrions-nous pas concevoir l'IA comme un véritable partenaire qui augmente nos capacités ?

### **Des exemples concrets d'IA éthique au travail**

Imaginons quelques situations où l'IA pourrait véritablement servir l'humain :

- **Un médecin** aidé par une IA qui analyse les scanners, lui permettant de consacrer plus de temps à l'écoute et au dialogue avec ses patients
- **Un enseignant** assisté par des outils qui personnalisent les exercices pour chaque élève, libérant du temps pour l'accompagnement pédagogique individuel
- **Un artisan** utilisant des outils de conception assistée par IA pour explorer de nouvelles créations tout en gardant la maîtrise du geste et de l'esthétique

### Quelques pistes pour une intégration éthique

Ne pourrions-nous pas encourager les organisations à :

- **Former leurs équipes** à une utilisation critique et réfléchie de l'IA, en comprenant ses possibilités mais aussi ses limites
- **Concevoir des postes hybrides** où l'IA prend en charge les tâches répétitives pour permettre aux humains de se concentrer sur la créativité, l'empathie et la résolution de problèmes complexes
- **Établir des chartes éthiques** définissant comment l'IA doit être utilisée dans l'organisation, avec quelles garanties pour les salariés
- **Mesurer régulièrement** l'impact de l'IA sur le bien-être au travail, pour ajuster son usage selon les retours des équipes

Cette approche ne permettrait-elle pas de faire de l'IA un véritable levier d'humanisation du travail plutôt qu'une source d'inquiétude ?

### Pourquoi ne pas encourager la création d'un "label IA sociale et éthique" ?

Ne pourrait-on pas mettre en place un référentiel public, co-construit avec les parties prenantes, qui valorise et distingue les entreprises, les organisations et les services qui développent ou intègrent l'IA de manière éthique, inclusive, transparente et socialement redistributive; un peu comme le label Bio pour l'agriculture ou le label B-Corp pour les entreprises à impact ? Concrètement, ce label ne pourrait-il pas reposer sur plusieurs critères exigeants :

- **Transparence des systèmes IA utilisés** : déclaration des finalités, des fonctions automatisées et de la supervision humaine.
- **Respect des droits fondamentaux** : non-discrimination algorithmique, protection des données, possibilité de recours humain.
- **Impact sur l'emploi** : intégration des agents IA dans une logique de renforcement de l'emploi humain, de montée en compétences ou de reconversion.
- **Contribution sociale directe** : participation à un fonds de solidarité IA ou mécanismes de redistribution liés à l'automatisation.
- **Éthique dans la chaîne de valeur** : audits réguliers des sous-traitants IA, respect de standards éthiques tout au long du cycle de vie technologique.

### Ne faudrait-il pas étudier avec discernement l'opportunité de "quotas d'automatisation" ou de "seuls de présence humaine" ?

Dans certains secteurs particulièrement critiques pour la dignité humaine et le lien social (comme la santé pour les soins directs, l'éducation pour l'accompagnement personnalisé, la justice pour les décisions à fort impact, le soin aux personnes vulnérables), ne pourrait-il pas être pertinent d'étudier

la possibilité d'instaurer des seuils minimaux d'intervention humaine ou des limites à l'automatisation complète de fonctions essentielles ? Il ne s'agit pas de freiner l'innovation, mais de préserver le caractère irremplaçable de l'interaction humaine là où elle est cruciale.

La chercheuse Kate Crawford met d'ailleurs en garde contre une confiance aveugle en l'IA, soulignant dans son ouvrage "Atlas of AI" (2021) que « Les systèmes d'IA ne sont ni artificiels ni intelligents. Ils sont faits de ressources naturelles et de travail humain, et ils incarnent des formes de pouvoir. » Cette perspective critique est essentielle pour guider toute régulation et s'assurer que l'humain reste au centre des dispositifs, surtout dans les domaines les plus sensibles.

## Conclusion : Un nouveau pacte social à écrire tous ensemble

Face à l'intelligence artificielle, une machine qui ne demande ni congés, ni formation, ni couverture sociale, qui travaille 24h/24, dans toutes les langues, sans jamais s'arrêter, une question fondamentale se pose :

**Pourquoi ne serait-elle pas, elle aussi, assujettie à des contributions sociales, comme tout autre "travailleur" qui participe à la richesse collective ?**

Et si, au lieu de subir passivement cette révolution technologique, nous choisissions activement d'en faire un levier de transformation positive pour nos sociétés ?

Si l'IA, plutôt que de simplement menacer nos emplois ou d'accroître les inégalités, nous offrait une opportunité historique de repenser notre rapport au travail, à la valeur, et au temps ?

Moins de tâches pénibles et répétitives pourraient signifier plus de temps pour nous reconnecter à l'essentiel : la nature, la famille, l'éducation des enfants, la créativité, l'engagement citoyen, le soin des autres.

Peut-être qu'au lieu de repousser sans cesse l'âge de départ à la retraite, nous pourrions l'avancer. Peut-être qu'au lieu d'intensifier le travail, nous pourrions collectivement réduire notre temps de travail. Et si l'IA était une chance, non pas pour produire toujours plus frénétiquement, mais pour vivre mieux, plus sereinement et plus solidairement ?

Cette perspective nous invite à une réflexion qui dépasse largement les seules questions de financement direct. Les implications de l'IA sont profondes et touchent aux fondements de notre organisation collective et à notre pacte fondamental : pourquoi travaillons-nous ? Pour qui ? Et à quoi consacrerons-nous le temps que la technologie pourrait nous libérer ?

Je pose des questions. Je lance un appel : réfléchissons ensemble, maintenant, à ce que nous voulons faire de l'IA, avant qu'elle ne décide seule de ce que nous deviendrons. Car si nous faisons les bons choix, l'IA peut devenir un levier puissant pour construire une société plus équilibrée, plus libre, et plus solidaire.

Enfin, même si cette réflexion s'est concentrée sur l'intelligence artificielle, ces enjeux s'appliquent tout autant à l'arrivée des robots physiques et humanoïdes dans nos usines, nos rues, nos hôpitaux, et nos écoles. Des drones autonomes commencent déjà à assurer des livraisons rapides en zones rurales ou pour des produits médicaux urgents, et des robots humanoïdes sont testés pour l'assistance aux personnes âgées ou l'accueil dans des lieux publics.

Ces machines, dotées de capacités d'interaction et d'apprentissage avancées, prendront demain le relais de nombreuses tâches humaines dans le monde tangible. Là aussi, la question de leur contribution, de leur reconnaissance et de leur régulation se posera avec acuité.

La frontière entre outil, agent et collaborateur s'estompe. Il est temps d'ouvrir ce débat, sans naïveté, mais avec ambition et responsabilité.

**Le débat est ouvert.**

## Annexes : citations ou déclarations sur l'avenir des agents IA

### META

#### **Mark Zuckerberg, CEO de Meta (2025)**

« Vous êtes une entreprise, vous venez chez nous, vous nous dites quel est votre objectif, vous connectez votre compte bancaire... Vous n'avez plus besoin de créatif ni de ciblage démographique. L'IA s'occupe de tout, de la création à l'optimisation. C'est un changement fondamental dans la publicité. »

#### **Mark Zuckerberg, CEO de Meta (2025)**

« Nous croyons qu'à ce stade, nous sommes simplement meilleurs que la plupart des marketeurs humains pour trouver les bonnes audiences. »

#### **Mark Zuckerberg, CEO de Meta (2025)**

« L'IA va permettre à la publicité de représenter une part significativement plus grande du PIB mondial qu'aujourd'hui. »

#### **Meta, stratégie IA (2025)**

« L'IA n'arrive pas – elle est déjà là, elle exécute et elle scale. »

#### **Meta (2025)**

« Plus de 30% de nos clients utilisent déjà l'IA pour développer des créatifs publicitaires. »

#### **Meta (2025)**

« L'IA générera et testera 4 000 versions de contenu publicitaire pour optimiser les résultats en temps réel. »

#### **Meta (2025)**

« Notre moteur publicitaire IA devient la 'machine ultime à résultats business'. »

#### **Meta (2025)**

« L'IA va redéfinir la catégorie même de la publicité, en automatisant tout le cycle de création et de diffusion. »

#### **Mark Zuckerberg, CEO de Meta**

« Les agents IA personnalisés pourraient transformer la manière dont nous interagissons avec la technologie, en rendant les interactions plus naturelles et intuitives. »

#### **Mark Zuckerberg**

« Meta va devenir l'"ultimate business agent", utilisant l'IA pour piloter directement les résultats et augmenter significativement la part du PIB consacrée à la publicité. »

### ELON MUSK

#### **Elon Musk, CEO de Tesla (2025)**

« Les robots humanoïdes et l'intelligence profonde vont débloquer un potentiel quasi-infini de produits et services. »

#### **Elon Musk, Tesla (2025)**

« Les robots humanoïdes permettront à chacun de produire une gamme quasi infinie de biens et services, bouleversant la notion même de valeur monétaire. »

#### **Elon Musk, CEO de Tesla (2025)**

« Tesla prévoit de produire des milliers de robots Optimus d'ici fin 2025, avec un potentiel de revenus de plus de 10 000 milliards de dollars. »

#### **Elon Musk, CEO de Tesla/SpaceX**

« L'IA nécessite une régulation proactive pour éviter les dérives et les dommages... »

#### **Elon Musk**

« Les robots humanoïdes et l'intelligence profonde vont débloquer un potentiel quasi-infini de produits et services. »

### GOOGLE

#### **Thomas Kurian, CEO Google Cloud (2025)**

« Les agents IA doivent pouvoir communiquer entre eux, rapidement et de manière fiable. Cette interopérabilité sera la clé de l'écosystème agentique. »

#### **Google, Livre blanc Agents Companion (2025)**

« Le futur de l'IA est agentique. Les agents vont collaborer, apprendre des humains, et résoudre des problèmes complexes en équipe. »

#### **Google, Livre blanc Agents Companion (2025)**

« Les agents 'contractors' travailleront comme des professionnels que l'on engage, avec des objectifs clairs et la capacité de négocier les tâches. »

#### **Google (2025)**

« Les agents IA transformeront la recherche d'information en exploitant la puissance de Google Search pour accéder à la donnée d'entreprise. »

#### **Google (2025)**

« Les agents IA en entreprise permettront aux petites structures d'accéder à des outils d'automatisation avancés, niveling le terrain face aux grands groupes. »

#### **Google (2025)**

« Les agents IA dans les voitures rendront l'expérience de conduite plus intuitive, gérant navigation, divertissement et assistance. »

#### **Sundar Pichai, CEO de Google et Alphabet (2025)**

« Nous faisons des progrès avec les agents... en les chaînant ensemble... nous travaillons désormais sur des paradigmes d'auto-amélioration récursive. Le potentiel est immense. »

#### **Google (2025)**

« Les agents IA 'contractors' seront fiables pour des tâches critiques, de la gestion de projet à la recherche scientifique. »

## **AMAZON**

#### **Amazon AWS (2025)**

« L'Agentic AI a le potentiel de devenir le prochain business à plusieurs milliards pour AWS. »

#### **Amazon (2025)**

« Nova Act, notre nouvel agent IA, pourra réserver, commander, remplir des formulaires... tout cela sans intervention humaine. »

#### **Amazon (2025)**

« L'intégration des agents IA dans Alexa+ va mettre l'automatisation avancée à la portée de millions de foyers. »

#### **AWS (2025)**

« Les agents IA sont fondamentaux pour la prochaine vague d'innovation. »

#### **Amazon (2025)**

« L'agent IA Nova Act pourra naviguer sur le web, réserver, commander, remplir des formulaires – tout cela sans intervention humaine. »

#### **Jeff Bezos, fondateur d'Amazon**

« Les agents d'IA deviendront nos assistants numériques, nous aidant à naviguer dans les complexités du monde moderne. Ils rendront nos vies plus faciles et plus efficaces. »

#### **Jeff Bezos, Amazon**

« Les progrès de l'IA et du machine learning promettent de rendre certains emplois obsolètes par l'automatisation et de changer notre monde pour toujours. »

## **MICROSOFT**

#### **Microsoft Work Trend Index (2025)**

« Chaque employé deviendra un 'agent boss', orchestrant des réseaux sophistiqués d'agents IA autonomes. »

#### **Microsoft Work Trend Index (2025)**

« L'orchestration d'agents IA autonomes exigera des compétences nouvelles, proches de celles des dirigeants. »

#### **Microsoft (2025)**

« L'IA va transformer chaque employé en chef d'orchestre de processus automatisés, décuplant la créativité et la productivité. »

### **Satya Nadella, CEO de Microsoft**

« Les agents IA deviendront le principal moyen d'interaction avec les ordinateurs. Ils comprendront nos besoins et nous aideront de manière proactive à accomplir des tâches et à prendre des décisions. »

### **Bill Gates, cofondateur de Microsoft**

« L'IA est un outil formidable. Nous devons juste nous assurer qu'elle est utilisée pour le bien. »

### **Bill Gates (AI Forward 2023)**

« Qui que ce soit qui parvient à gagner la course à l'agent personnel, gagnera un énorme trésor, parce que vous n'irez plus jamais sur un site de recherche, ni sur un site de productivité, ni sur Amazon. »

### **Satya Nadella, CEO de Microsoft**

« Les agents IA sont sur le point de remplacer les applications traditionnelles, remettant en question le modèle du SaaS. »

## **DUST**

### **Dust (2024)**

« Les agents Dust peuvent utiliser plusieurs outils pour résoudre des problèmes complexes : recherche sémantique, analyse de données, navigation web... tout-en-un. »

### **Dust (2024)**

« Orchestrer des équipes d'agents spécialisés qui collaborent avec les humains, c'est la nouvelle organisation du travail. »

## **DIVERS**

### **Jamie Dimon, CEO de JPMorgan**

« L'intelligence artificielle mènera à une semaine de travail de trois jours et demi pour la prochaine génération d'employés. »

### **Larry Fink, CEO de BlackRock**

« Les pays développés ayant une population en déclin seront les grands gagnants, car ils pourront rapidement développer la robotique et l'IA pour élever leur niveau de vie. »

### **Larry Fink (CERAWeek 2025)**

« L'IA va transformer le marché du travail et la façon dont nous pensons à la productivité et à la croissance. »

### **Rapport Davos – BCG (2025)**

« 67 % des dirigeants envisagent d'adopter les agents IA en 2025. »

### **Sheryl Sandberg, ex-COO de Meta**

« L'IA et les agents intelligents offrent une opportunité unique pour repenser l'inclusion et l'équité dans le monde du travail. »

### **Tim Cook, CEO d'Apple**

« Les agents IA deviendront des partenaires essentiels dans la vie quotidienne, garantissant confidentialité et sécurité à chaque étape. »

### **Collectif – Sommet mondial de l'IA à Paris (2025)**

« L'IA est en train de transformer tous les secteurs, de l'économie à la culture, en passant par la santé et l'environnement. »

### **Rapport Anthem Creation (2025)**

« L'agent IA de 2025 ne se contente pas d'exécuter, il anticipe, conseille et agit avec discernement dans un écosystème numérique complexe. »

### **Collectif – AI Agents in 2025 (LinkedIn, 2025)**

« Les organisations qui prospéreront ne seront pas forcément celles qui ont les agents IA les plus avancés, mais celles qui sauront les adapter à leurs besoins et bâtir des fondations solides pour l'avenir. »